

Interview de Marco MONACO (JOC et auteur de *À l'ombre du rêve américain*) ♦

## Résistances et luttes sociales face aux manquements de l'État

**D**ès le début du confinement, on a vu fleurir une série d'initiatives menées par des citoyen.ne.s et/ou des collectifs, des initiatives par en bas, des solidarités chaudes, notamment la confection et la distribution de masques, les colis alimentaires à destination des travailleur.euse.s du secteur de la culture, des réquisitions de logements vides... pour pallier aux manquements de l'État.

*Ce genre d'initiatives, en faisant « à la place de l'État », ne participent-elles pas à désresponsabiliser les pouvoirs publics ? S'agit-il de s'organiser sans l'État ou de revendiquer que ce dernier apporte les réponses nécessaires aux inégalités sociales créées par le système économique et exacerbées en temps de crise ?*

Ni l'une, ni l'autre. Personnellement, je suis actif dans une cantine populaire qui, depuis le confinement, distribue des repas à emporter. Pour concocter un repas, il faut un lieu tenu par des gens qui veulent bien le mutualiser, s'arranger avec les commerçants du coin pour récupérer leurs invendus, s'allier avec des petits maraichers pour les surplus, trouver des dons. Il faut aussi se coordonner avec d'autres bénévoles qui sont riches des astuces et

de l'énergie qu'il faut pour que chaque semaine une soixantaine de repas soient préparés et distribués à ceux et celles qui en ont besoin. Le plus important dans ces actes réside dans la joie que chacun.e reçoit de faire quelque chose en commun, de se rencontrer sans la médiation de l'argent, l'aliénation du marché ou du contrat de travail. On peut appeler cela du communisme, mais c'est une véritable association de producteur.rice.s libres.

Il ne faut pas confondre le pouvoir commun et les pouvoirs publics. Dans un état capitaliste ou socialiste, les pouvoirs publics sont uniquement nécessaires si vous voulez contrôler et gouverner une population, construire un chemin de fer, une autoroute qui traversera le pays, un marché national et international, un complexe industriel ou un système hospitalier. Ils s'adressent à des individus qu'ils ont au préalable atomisés, rendus responsables en tant qu'individus. Le pouvoir commun est obtenu lorsque l'on renforce des liens de résistance et de solidarité ou lorsque l'on en crée de nouveaux sans aucune médiation d'un État qui a plutôt tendance à criminaliser ce genre de comportement. Le cas des hébergeur.euse.s de migrant.e.s durant la répression orchestrée par le gouvernement Michel/Francken est un bel exemple de ce pouvoir commun.

De plus, il n'y a pas de capitalisme sans un État qui organise, reproduit et réprime ceux et celles qui le contestent. Les crises, les inégalités sont plutôt entretenues par les structures étatiques. Par contre, que notre État soit un État de classes ne signifie pas qu'il correspond à un bloc monolithique entièrement sous contrôle de la bourgeoisie. L'État capitaliste moderne est un champ stratégique, où classes et fractions de classes se livrent une lutte constante. De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la première moitié des années 1970, le capitalisme a traversé une période de prospérité sans précédent, qu'il n'a plus connu depuis lors. Dans ce cadre-là, les organisations ouvrières ont su imposer le compromis fordiste, qui a redistribué les fruits de la croissance économique, permettant aux travailleur.euse.s d'accéder aux biens de consommation et à un certain ascenseur social. Au plan des institutions politiques, cette période est celle de l'État interventionniste. La croissance a généré des revenus fiscaux, qui donnent à l'État les marges de manœuvre nécessaires pour organiser l'économie et bâtir des systèmes de protection sociale performants. Personnellement, je pense qu'une autre stratégie est nécessaire aujourd'hui si nous voulons stopper la courbe exponentielle des inégalités.

*Quel lien peut-on faire entre gestion de crise et auto-organisation ?*

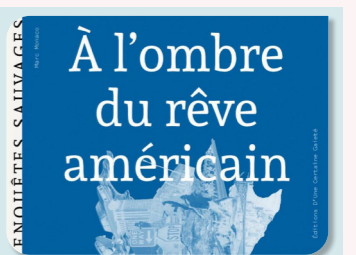
Malgré les freins à l'organisation collective dus au confinement, la lutte ne s'est pas arrêtée, plusieurs actions de résistance plutôt auto-organisées se sont mises en place ou ont été ravivées : *La santé en lutte*, le droit de retrait des travailleur.euse.s de la STIB, l'organisation face à la répression, les luttes pour la régularisation des sans-papiers, etc.

*Quels sont les enjeux de la lutte sociale en temps de crise, ici en temps de pandémie ? Comment y répondre ? La multiplication des différentes luttes ne nous affaiblit-elle pas ? Comment construire une convergence des luttes ?*

Effectivement les résistances et les luttes face à l'injustice ne se sont pas arrêtées avec la pandémie ; elles ont même pris un caractère d'urgence absolue. Dans de nombreux cas, des formes de luttes moins conventionnelles ou d'habitude qualifiées de mineures sont devenues centrales pour les travailleur.euse.s. Le droit de retrait est un bel exemple. Ainsi que le travail du collectif *La santé en lutte* qui n'a pas plu à tout le monde, surtout aux chefs syndicaux dont le travail depuis de nombreuses années prenait un caractère illégitime au fur et à mesure que les revendications et les modes d'actions du collectif se déployaient. Par contre, les luttes et les résistances ont été rendues plus difficiles à organiser et surtout rendues sanitairesment incompatibles par les pouvoirs publics. Finies les manifestations, les assemblées, les actions de sensibilisation... Les corps et les vies ont été séparés et encore plus atomisés. Nos réunions se font à travers des interfaces qui, au passage, produisent des données afin de rendre nos comportements de plus en plus prédictibles. Bref, ce qui se passe là est des plus dangereux. Une manière de résister à cette situation est justement d'essayer encore de se rencontrer, de faire des choses



Marco MONACO,  
*À l'ombre du rêve américain*, 2020,  
Éditions D'Une Certaine  
Gaité (Coll. Enquêtes  
Sauvages) (Illustrations :  
Sara ATKA).



ensemble, de s'organiser sans toutes ces médiations et ces outils sophistiqués. Un an après la crise sanitaire, rester en contact physiquement avec d'autres est un enjeu. En janvier, je me suis rendu sur le piquet de grève des travailleur.euse.s de Fedex Liège, le lendemain de l'annonce du licenciement de plus de 700 d'entre elles. Je connais les délégué.e.s du site parce que je fais un documentaire sur l'aéroport. Nous avons noué une sorte de camaraderie et il m'était apparu impératif de témoigner ma solidarité en me rendant physiquement là-bas. Sur le piquet, il y avait plus de 500 travailleur.euse.s réuni.e.s en assemblée générale qui discutaient ensemble et se retrouvaient pour se donner la force nécessaire pour affronter le long combat qui les attend. Cette réunion, bien qu'illégal, était nécessaire. Il faut pouvoir se compter, se regarder dans les yeux pour sceller un pacte de confiance et de solidarité. La société multinationale Fedex le sait. Le matin de cette assemblée générale, par « bienveillance », elle a envoyé un sms à tous et toutes les travailleur.euse.s pour les informer que de nombreux cas de covid circulaient au sein du personnel. Sa stratégie est apparue clairement : « Fedex veut nous diviser ».

La pandémie du Covid 19 est dangereuse, tant dans les entrepôts (voire même plus parce que le lieu est moins aéré) que sur les piquets de grève. Ce SMS de culpabilisation est en miniature ce à quoi nous assistons depuis des mois à différents niveaux. La culpabilité doit changer de camp. Nous ne sommes pas responsables de la situation, nous la subissons. Alors que les Ikea et les métros sont bondés et que toute autre forme de vie sociale reste étouffée en attendant que « *la situation épidémiologique le permette* », les inégalités affichent une courbe de croissance exponentielle. Nous devons nous organiser pour demander un "rééquilibrage" des mesures, dans une optique réellement solidaire. Pour cela, nous avons besoin d'imaginer ce que l'État n'a pas prévu. C'est ça l'auto-organisation, une manière inédite et décentralisée de se manifester et de remettre l'humain au centre de la société.

*On l'a vu, certaines personnes se sont aussi mobilisées « contre le confinement » ou « contre les masques », arguant que nous étions plongé.e.s dans une dictature sanitaire, de laquelle il nous faudrait sortir. Que faut-il en penser ?*

Il faut être très critique par rapport à la situation actuelle. Il faut résister et s'organiser. Mais le terme « dictature sanitaire » est un terme utilisé par les militant.e.s de droite radicale et d'extrême droite pour dénoncer l'atteinte à leur liberté économique, qui a été mise à mal lors du premier confinement. Depuis le premier déconfinement, ce n'est plus le cas. À part quelques pans de l'éco-

nomie où priment les relations sociales, la détente et les loisirs, la machine est repartie de plus belle sous d'autres modalités. Le terme « dictature sanitaire » ne nous sert à rien pour comprendre et résister à la situation dans laquelle nous sommes plongé.e.s. Par contre, je pense qu'il est plus adéquat de parler d'une nouvelle phase du capitalisme où les sociétés multinationales de la pharmacie, les géants du web, les secteurs de la logistique et les struc-

tures étatiques s'allient pour nous gouverner, nous contrôler et nous exploiter. C'est toute l'ambiguïté d'une marchandise comme le vaccin qui, à la fois, soigne et peut nous sauver de la mort : nous en avons donc besoin. Et en même temps, il peut être l'instrument d'une domination et d'une dépendance difficiles à contrer, si nous ne reprenons pas le contrôle de sa production. C'est politique, cela n'a rien à voir avec un complot 